

Au dernier jour de la COP24 en Pologne, la pression s'accroît sur les négociateurs

LeMonde.fr Par Audrey Garric

https://www.lemonde.fr/planete/article/2018/12/14/au-dernier-jour-de-la-cop24-en-pologne-la-pression-s-accroit-sur-les-negociateurs_5397228_3244.html

Jeudi 13 décembre, à la veille de la fin officielle de la conférence mondiale sur le climat (COP24), l'effervescence est palpable au sein du « Spodek ». Dans ce site en forme de soucoupe volante, construit sur une ancienne mine de Katowice, au cœur de la région charbonnière de la Pologne, un projet de décision vient d'être publié par la présidence polonaise des débats. Les ONG s'activent pour tenter d'en décrypter la teneur, les pays multiplient les consultations ministérielles et tous se prêtent au jeu classique des observateurs de longue date des COP : parier sur le retard que prendront les négociations.

L'enjeu est important : cette grand-messe, la plus importante depuis la COP21, doit à la fois mettre en musique l'accord de Paris conclu en 2015 et renforcer les financements pour favoriser la transition vers un monde neutre en carbone. Surtout, les Etats doivent s'engager à augmenter leurs efforts pour réduire leurs émissions de gaz à effet de serre alors que la planète se dirige vers un réchauffement de 3,2 °C d'ici à la fin du siècle.

Article réservé à nos abonnés

Lire aussi [Climat : quels sont les enjeux de la COP24 qui s'est ouverte en Pologne ?](#)

Mais face à l'ampleur de la tâche, dépassés par des enjeux à la fois complexes et très techniques, les négociateurs des 196 Etats présents à la COP ont pris du retard. Beaucoup de retard tant les divisions restent fortes.

Mardi, le président des débats, le secrétaire d'Etat polonais à l'environnement, Michal Kurtyka, a repris les rennes pour retravailler lui-même le texte. Il a également nommé des « paires de ministres », issus d'un pays développé et d'un pays en développement, afin d'accélérer le processus et enlever ces fameux « crochets » – les différentes options à trancher – qui ponctuent les projets de décision.

Questions à trancher

Jeudi soir, soit deux jours plus tard que prévu, la présidence polonaise [a publié une quinzaine de textes](#) qui formeront les chapitres du guide d'application de l'accord de Paris (le *rulebook*, dans le jargon des négociations), c'est-à-dire l'ensemble des règles qui permettront de le rendre réellement opérationnel pour maintenir l'envolée des températures sous le seuil des 2 °C.

« Le texte n'est pas encore équilibré, plusieurs sujets clés n'ont pas encore été tranchés et certains éléments essentiels ont disparu du texte, prévient Lucile Dufour, responsable des négociations internationales au Réseau action climat, qui fédère les ONG actives sur le sujet. La présidence polonaise doit enfin jouer son rôle de chef d'orchestre pour rectifier le tir dans la dernière ligne droite. »

Parmi les points épineux qui restent à régler, l'article sur l'utilisation des marchés carbone compte le plus de crochets, avec des interrogations sur leur fonctionnement, leur gouvernance ou les règles de comptage. Le mécanisme de transparence, qui devrait intervenir à partir de 2024, est également encore en débat, pour savoir de quelle manière les pays rendent compte des progrès accomplis et quel est le degré de flexibilité accordé aux pays en voie de développement.

Les ONG déplorent un recul majeur : que le thème des « pertes et préjudices », c'est-à-dire des dommages irréversibles causés par les dérèglements du climat tels que les ouragans ou les inondations, soit relégué en note de bas de page, alors qu'un article de l'accord de Paris lui est pourtant consacré. « *Nous regrettons ce choix car la demande des pays en développement de prendre en considération cet enjeu est légitime* », réagit Yamide Dagnet, experte au World Resources Institute, un think tank américain.

« *La mention du respect des droits humains a également disparu. Pourtant l'action climatique peut avoir des effets pervers, comme lorsque la construction de barrages hydrauliques déplace des populations entières* », renchérit Anne-Laure Sablé, chargée de plaidoyer pour CCFD-Terre Solidaire.

Hausse de l'ambition

Les lignes ont en revanche commencé à bouger sur la question de l'ambition – c'est-à-dire la hausse de l'effort pour combattre le réchauffement –, longtemps reléguée au second plan.

Jeudi, une cinquantaine de pays parmi les plus vulnérables au changement climatique ont appelé à l'action face au « *risque d'extinction* » de leurs nations. Leur groupe informel, le Climate Vulnerable Forum, qui représente plus d'un milliard de personnes dans quarante-huit pays en Afrique, en Asie et dans les petites îles, s'était déjà engagé en octobre à accroître leurs engagements pour limiter les gaz à effet de serre (NDC) d'ici à 2020.

« *Les décennies d'apathie et de procrastination doivent s'arrêter ici à Katowice* », a lancé le commissaire philippin au climat Emmanuel De Guzman.

En parallèle, plus de soixante-dix Etats (onze pays européens, des Etats insulaires, le Canada, la Nouvelle-Zélande ou encore le Costa Rica), ainsi que le commissaire européen au climat et à l'énergie, regroupés en une « coalition de la haute ambition », ont également publié, mercredi, un appel dans lequel ils se disent « *déterminés à augmenter l'ambition d'ici à 2020, dans le respect de l'accord de Paris* ». Cela passera, indiquent-ils de manière imprécise, par la révision à la hausse des NDC. Fait notable, c'est la première fois que l'Union européenne (UE), en proie à de fortes divisions, s'engage sur le sujet.

Article réservé à nos abonnés

Lire aussi COP24 : l'Union européenne, en proie à des divisions, peine à mener la bataille du climat

Ce vent d'espoir est pourtant encore trop léger pour emporter l'ensemble de la communauté internationale. Pour l'instant, malgré des annonces de plusieurs pays, seules les îles Marshall ont d'ores et déjà mis sur la table une nouvelle NDC.

Surtout, les principaux pollueurs, la Chine, les Etats-Unis et l'Inde, n'ont livré aucun signal montrant qu'ils étaient prêts à aller plus loin. Pire, l'élan a été freiné, au milieu des deux semaines de la COP, par la tentative de l'Arabie saoudite, du Koweït, de la Russie et des Etats-Unis d'édulcorer une référence au [rapport historique du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat \(GIEC\)](#) sur la nécessité de limiter le réchauffement à 1,5 °C, une façon d'ignorer l'urgence à agir.

« *Si la délégation américaine suivait les orientations du président Trump, elle serait en train de torpiller les négociations, ce qui n'est pas le cas* », relativise un expert du dossier. « *Il est handicapant de ne pas avoir de représentation de la France à haut niveau pour avancer* », juge de son côté Lucile Dufour, alors que Brune Poirson est rentrée précipitamment à Paris mardi soir en raison de la crise des « gilets jaunes ».

Article réservé à nos abonnés

Lire aussi COP24 : les Etats pétroliers, experts en blocage des négociations climatiques

Financements insuffisants

Pour les pays les plus vulnérables, l'action est bien trop lente. « *Les émissions de CO₂ continuent à augmenter, augmenter, augmenter. Et tout ce que nous semblons faire c'est parler, parler, parler. Nous soulevons toujours les mêmes questions fastidieuses* », a déploré l'ancien président des Maldives Mohamed Nasheed.

« *Rater l'opportunité d'agir ne serait pas seulement immoral, mais suicidaire* », a prévenu mercredi le secrétaire général des Nations unies (ONU), Antonio Guterres, qui doit revenir à la COP24 vendredi, pour maintenir la pression sur les Etats.

Reste la question des financements, le nerf de la guerre des négociations. Nombre de pays développés ont fait un geste envers ceux en développement, en promettant un total de 129 millions de dollars (114 millions d'euros) pour le Fonds d'adaptation et de 28 millions de dollars pour le Fonds pour les pays les moins développés.

Surtout, l'Allemagne et la Norvège ont annoncé doubler leur contribution ([portées à respectivement 1,5 milliard d'euros et 350 millions d'euros](#)) dans le Fonds vert, le principal mécanisme de transfert des flux financiers du Nord vers le Sud.

« *C'est bien moins que ce dont ont besoin les pays en développement* » pour s'adapter au réchauffement, regrette Issa Abdul Fazal, le coordinateur du Forum pour le changement climatique en Tanzanie. L'absence de promesses pour la suite, après 2025, inquiète également les pays du Sud. Le temps est désormais compté, d'ici à vendredi, samedi ou au pire dimanche, pour résoudre une majorité de conflits.

Audrey Garric (Katowice, Pologne, envoyée spéciale)